



À Monsieur le Préfet de Vaucluse
Mesdames et Messieurs les Maires du
Vaucluse,
Mesdames et Messieurs les Présidents des
établissements publics du Vaucluse

Le Pontet le 20 août 2026

Objet : Préavis de grève reconductible pour les journées du 1er au 30 septembre 2026 inclus couvrant l'ensemble des salarié-es et agent-es des villes, départements, régions, établissements publics, du logement social, des services et entreprises de l'eau et de la thanatologie

Mesdames, Messieurs,

CELLES ET CEUX qui gouvernent, dans l'illégitimité la plus totale, ne cessent de détruire les services publics, la fonction publique, les agent-es publics.

D'un côté, 415 milliards d'euros de crédits au titre de la loi de programmation militaire auxquels 36 milliards d'euros viennent d'être ajoutés pour militariser toujours plus l'économie et la société françaises ! 211 milliards d'euros alloués chaque année aux entreprises sans contreparties, ni évaluation ni contrôle.

De l'autre, des gels et annulations de crédits de 6 milliards d'euros qui pourraient aller jusqu'à 8 voire 10 milliards d'euros alors que la fonction publique, les services publics, notre système de sécurité sociale subissent l'austérité budgétaire. Diminution des remboursements de médicaments, augmentation des franchises médicales, remise en cause de conquises sociales (temps partiel thérapeutique, journée enfants malades, etc...), autant de justifications au déficit du pays.

Cette austérité, ces choix politiques lors des votes des budgets nous ont conduits vers des catastrophes humaines et écologiques sans précédent. La canicule et les feux de forêts font la démonstration de l'inefficacité du gouvernement à anticiper le dérèglement climatique annoncé depuis plusieurs décennies.

Pourtant, ce sont bien les fonctionnaires et agents publics qui étaient une fois de plus en première ligne : pompiers, Samu, hôpitaux, EDF, CCAS des communes, autant de services publics mobilisés pour faire face à ces situations critiques avec des moyens délétores.

À l'ordre du jour : toujours moins de politiques publiques, de services publics et d'agent-es publics dont les premières victimes sont les citoyen·nes et les usager·es dont les droits ne sont plus garantis et les besoins de moins en moins satisfaits. La maltraitance des agent-es publics atteint des sommets. Là encore, le menu proposé par le Gouvernement est particulièrement indigeste avec des attaques contre les autorisations spéciales d'absence, les congés pour raison de santé, le gel du point d'indice, l'enfouissement de rapports remettant en cause la gestion des personnels et leurs conditions de travail, etc.

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des contractuel·les s'effondre du fait notamment du gel pluriannuel de la valeur du point d'indice, de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération versée aux agent-es qui sont en congé maladie ordinaire...

En 25 ans, le point d'indice a perdu de l'ordre de 30 % de sa valeur. La smicardisation frappe comme jamais la fonction publique ! Pour être au niveau du Smic, 862 000 agent-es publics perçoivent désormais une indemnité différentielle depuis le 1er juin 2026. Elles et ils étaient 356 000 avant cette date. Trop, c'est trop !

La CGT fonction publique réaffirme que d'autres choix sont non seulement possibles mais nécessaires. Oui, il y a besoin de faire des services publics et de la fonction publique des outils au service d'une nouvelle logique de développement articulant transition écologique, garantie des droits, réponse aux besoins de toutes et tous, progrès social.

Cela passe par des lois de finances et de financement de la Sécurité sociale construites sur d'autres bases. Oui, il y a besoin de créer des emplois de fonctionnaires partout où c'est nécessaire et de titulariser les contractuel·les.

Nous revendiquons

- Un point d'indice à 6 euros indexé sur l'indice des prix pour nos actifs et retraités,
- L'annulation de la suppression de 10% de rémunération lors de maladie,
- Le rétablissement de la GIPA,
- Un véritable droit à la carrière,
- Des conditions d'exercice des missions à la hauteur des besoins de la population,
- Le respect des règles d'hygiène, santé et sécurité au travail,
- Le rétablissement du logement social public en Vaucluse,
- L'abrogation de la loi du 6 août 2019,
- L'abrogation de la loi retraite...

Plutôt que de faire la chasse aux agent-es et à leurs droits, plus particulièrement à celles et ceux qui sont malades, le Gouvernement doit non seulement les rétablir et les améliorer.

De l'argent il y en a pour financer, par l'impôt et la cotisation sociale, d'autres choix.

Il y en a pour des services publics, une fonction publique, des systèmes de sécurité et de protection sociales au service du progrès social.

Nos cotisations et impôts ne sont pas destinés aux entreprises ni aux plus riches.

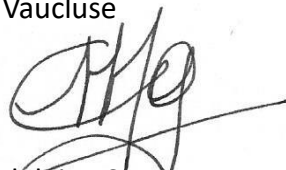
Ils doivent bénéficier au maintien des services liés à la santé, à l'éducation, au logement public, aux transports, à l'énergie et aux services publics....

C'est pour toutes ces raisons que le Comité Syndical Départemental CGT des Services publics de Vaucluse prend une fois de plus ses responsabilités en déposant un préavis de grève pour l'ensemble des agent-es de la Fonction publique territoriale et les salarié-es du champ privé de notre Fédération des Services Publics pour le 1er septembre 2026, le 2 septembre 2026, le 3 septembre 2026, le 4 septembre 2026, le 5 septembre 2026, le 6 septembre 2026, le 7 septembre 2026, le 8 septembre 2026, le 9 septembre 2026, le 10 septembre 2026, le 11 septembre 2026, le 12 septembre 2026, le 13 septembre 2026, le 14 septembre 2026, le 15 septembre 2026, le 16 septembre 2026, le 17 septembre 2026, le 18 septembre 2026, le 19 septembre 2026, le 20 septembre 2026, le 21 septembre 2026, le 22 septembre 2026, le 23 septembre 2026, le 24 septembre 2026, le 25 septembre 2026, le 26 septembre 2026, le 27 septembre 2026, le 28 septembre 2026, le 29 septembre 2026, le 30 septembre 2026.

Notre organisation est disponible pour toute négociation sur les revendications des personnels.

Dans cette attente, recevez Monsieur le Préfet, Mesdames et Messieurs les Maires, Mesdames et Messieurs les Présidents des établissements publics, nos sincères salutations.

Pour la Coordination Syndicale Départementale
De Vaucluse



Madéleine SAMBATI